

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Assises nationales sur la vie chère "les prochaines semaines"

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

OUVERTES hier à Libreville, les Assises nationales sur la vie chère s'achèvent aujourd'hui. Conscient que les Gabonais attendent beaucoup de cette concertation à l'échelle nationale concernant leur bien-être, le chef du gouvernement Alain-Claude Bilie-By-Nze compte mettre en œuvre dans l'immédiat les décisions clés issues de cette rencontre.

"CE que chacun redoute, c'est que ces assises soient une rencontre comme une autre et que demain les résolutions aillent mourir dans les tiroirs..." , a souligné le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, hier lors de son discours d'ouverture des travaux des Assises nationales sur la vie chère. C'était pour lui l'occasion de rassurer ses compatriotes que son gouvernement prendra des décisions immédiates devant avoir un impact positif dans le quotidien des populations dans les semaines à venir.

Comme prévu, les échanges ont débuté en matinée à l'immeuble Arambo de Libreville. Les travaux se déroulent en présence des associations des consommateurs, des syndicats des commerçants, des membres de la société civile, du patronat, et sous la supervision du ministre d'État en charge de la Consommation et de la Lutte contre la vie chère, René Ndemezo'Obiang.

Selon les experts, la consommation de 80 % des ménages à revenus moyens dans le pays est concentrée dans 5 secteurs : l'alimentation et la restauration ; l'habitat ; le transport ; la santé et l'éducation ; la parafiscalité et la fiscalité. Ce qui justifie le choix des thématiques abordées. " Il est important de traiter prioritairement ces questions si on veut voir s'améliorer les conditions de vie de nos populations ", a justifié le ministre d'État en charge de la Consommation et de la Lutte contre la vie chère.

De son côté, le Premier ministre a invité les participants à plonger réellement au cœur de la vie des Gabonais, à examiner les recom-

mandations contenues dans les 9 rapports des assises provinciales tenues en mars dernier dans chacune des provinces du pays. Le but étant de trouver des solutions pour les ménages les plus fragiles et alléger le panier de la ménagère. Dans tous les secteurs, les prix sont exorbitants. Sur le marché alimentaire des produits locaux par exemple qui ne sont pas pris en compte par la dernière mercuriale, un paquet de 10 bâtons de manioc qui revient du sud du pays est vendu au PK 5 à Libreville à 6 000 francs. Le prix du paquet de manioc provenant du Septentrion (particulièrement d'Agninzock) varie entre 2 500 et 4 000 francs. Autrement dit, le bâton de manioc varie généralement entre 400 et 1 500 francs selon sa provenance. Au marché des Charbonnages, le tas de 5 piments coûte 500 francs. Soit 100 francs l'unité. Les légumes cultivés dans la périphérie du Grand Libreville coûtent tout aussi cher. Un emballage de 8 ou 9 citrons est vendu à 1 000 francs et celui de 4 citrons est à 500 francs. C'est dire que la production locale contribue elle aussi à la cherté de la vie.

Toutefois, il faut savoir que ce phénomène qui affecte toutes les couches sociales ne se manifeste pas qu'au Gabon. Plusieurs pays du monde en général et d'Afrique en particulier sont tout autant touchés. La vie chère s'est amplifiée avec la pandémie de Covid-19 et ses conséquences, tandis que le conflit russo-ukrainien l'a aggravé. Ce n'est pas faute au gouvernement d'avoir proposé des solutions pour freiner le phénomène. Il y a quelques mois, il avait pris des mesures dans ce sens. À savoir : le blocage des prix des produits pétroliers à la pompe, la subvention du prix du blé, la gratuité du transport en commun dans le Grand Libreville, la mise en place d'une mercuriale des prix des produits de première nécessité. Cependant, ces décisions ont montré leurs limites face à l'aggravation de la crise économique internationale. Les solutions adoptées à l'issue des assises nationales sur la vie chère devraient venir renforcer cet ensemble de mesures prises en amont.



Les officiels à l'ouverture des Assises nationales sur la vie chère.

